

conventions relatives au génocide sont violées? Comment pouvons-nous envisager de normaliser les relations avec l'Irak en vertu de la résolution de l'ONU sur le cessez-le-feu, alors que rien n'a été fait pour corriger cette tragique situation?

Le ministre peut-il nous dire si le Canada est prêt à appuyer une mesure internationale visant à appliquer un programme de sanctions jusqu'à ce que cesse ce terrorisme brutal contre les Kurdes?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, il n'y a pas si longtemps, le député et d'autres collègues ont pris la parole à la Chambre pour demander au gouvernement de prendre des mesures afin qu'une aide soit apportée aux enfants et à d'autres personnes dans le besoin en Irak.

M. Peterson: Ne soyez pas mesquin.

M. Clark (Yellowhead): Il semble que le député de Willowdale considère que de telles mesures sont mesquines. Je ne comprends pas cela.

M. Simmons: Vous ne le voulez pas.

M. Clark (Yellowhead): Vraiment, je ne comprends pas cette façon de raisonner.

Des voix: Oh, oh!

M. Clark (Yellowhead): Nous sommes vraiment en faveur de mesures visant à aider les gens en Irak qui sont victimes du régime en place.

C'est pourquoi notre gouvernement a adopté des mesures, depuis l'été dernier, qui ont abouti au retrait des troupes irakiennes du Koweït. Voilà pourquoi nous appuyons les Nations Unies aujourd'hui. Toujours dans cet esprit, nous avons annoncé, vendredi dernier, l'affectation d'un montant additionnel de 3,3 millions de dollars à des organismes humanitaires internationaux qui aident les Kurdes. Le député sait que ce montant s'ajoute aux quelque 77 millions de dollars déjà attribués à des fins humanitaires au cours de l'été dernier pour de l'aide, non seulement promise, mais vraiment fournie à des gens qui en avaient besoin.

• (1440)

Ce montant de 3,3 millions de dollars sera augmenté selon les besoins. Nous cherchons surtout à apporter une aide en passant par des organismes internationaux, comme la Croix-Rouge, et le Croissant-Rouge, ou des organismes des Nations Unies.

Questions orales

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur le Président, si je ne m'abuse, nous nous sommes engagés à consacrer à peu près autant d'argent à alléger les terribles souffrances des Kurdes que le gouvernement en a investi dans la campagne publicitaire de la TPS. Je ne crois pas qu'il y ait de comparaison possible entre les deux.

Si nous tenons vraiment à alléger ces souffrances, n'incombe-t-il pas à la communauté internationale d'aller au-delà des condamnations et de prendre des mesures précises?

En outre, le ministre peut-il me dire si des instances ont été formulées auprès de nos alliés turcs au sein de l'OTAN afin de s'assurer que les Kurdes qui se réfugient en Turquie trouvent asile dans ce pays et qu'un important programme d'aide est bel et bien mis sur pied pour apporter réconfort et sécurité aux gouvernements turc et iranien qui doivent s'occuper des réfugiés?

Le problème n'est-il pas d'une ampleur similaire à celui que posait l'Indochine à la fin des années 70 et au début des années 80? C'est une véritable tragédie, monsieur le ministre, et je voudrais vraiment savoir ce que vous faites pour y remédier.

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, il m'intéresserait certes de savoir ce que le député préconise au juste, probablement au nom de son parti, que le Canada fasse à cet égard. Il m'intéresserait de connaître les précédents qu'il a à invoquer et les implications que cela aurait, à son avis, sur la souveraineté des pays où une insurrection a cours.

En ce qui concerne les activités des Nations Unies, je rappelle au député que son parti et lui, ou du moins que de nombreux membres de son parti, n'étaient pas disposés à appuyer les Nations Unies à un autre moment. Ils sont certes maintenant disposés à les appuyer très activement dans tous les aspects de cette affaire.

Des voix: Vous mentez.

M. Clark (Yellowhead): En ce qui concerne la Turquie, j'ai eu l'occasion hier matin de m'entretenir. . .

Des voix: Oh, oh!

M. le Président: Beaucoup voudraient connaître la réponse en ce qui a trait à la politique canadienne. Je demande à tous les députés de laisser au ministre la chance de répondre.